

Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud

LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ DES PEUPLES



**De l'échec des révolutions populaires
aux dérives populistes**

autrement

Loin des espoirs suscités par la chute du mur de Berlin, le début de notre siècle dessine un horizon politique largement assombri par l'échec des révolutions citoyennes et la montée en puissance des populismes, sur fond de crise des démocraties. Partout – des pays arabes à l'Europe en passant par le continent américain –, le rendez-vous annoncé des peuples avec eux-mêmes est manqué.

Notre monde est-il entré dans une phase de régression démocratique, aux antipodes des espérances passées ?

Des révolutions arabes de Syrie, de Tunisie ou d'Égypte, aux gouvernements populistes démocratiquement élus aux États-Unis, au Brésil, en Hongrie, en Pologne et en Inde, cet ouvrage dresse le bilan de vingt ans de soubresauts, convoquant les plus fins théoriciens pour en donner des clefs de compréhension.

Ambitieux, cet essai nous amène à changer de perspective pour lire la montée en puissance des autoritarismes et l'échec des révolutions citoyennes comme les deux faces d'une même pièce qu'il s'agit de penser conjointement.

Pierre Blanc, docteur en géopolitique (HDR) et ingénieur général des Ponts, des eaux et forêts, enseigne la géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux. Chercheur au LAM (CNRS/Sciences Po Bordeaux), il est rédacteur en chef de *Confluences Méditerranée*.

Jean-Paul Chagnollaud est professeur émérite des universités en sciences politiques et président de l'Institut de recherches et d'études Méditerranée/Moyen-Orient (iReMMO).

Ils sont déjà les auteurs, notamment, de *L'Atlas du Moyen-Orient* et de *L'Invention tragique du Moyen-Orient*, publiés chez Autrement.

autrement

Des manifestants égyptiens affrontent l'armée

Le Caire, 16 décembre 2011: des affrontements éclatent suite à l'enlèvement d'un manifestant par la police militaire. La bataille durera plus de 48 heures et fera 10 morts.

Le Rendez-vous manqué
des peuples

Pierre Blanc
et Jean-Paul Chagnollaud

Le Rendez-vous manqué des peuples

De l'échec des révolutions
populaires aux dérives populistes

Éditions Autrement

© Autrement, un département des Éditions Flammarion, 2022
ISBN : 978-2-0802-7456-4

À Myriam, Sarah et Gabriel.
Pierre

À Rémy et Fanny.
Jean-Paul

Sommaire

<i>Introduction</i>	11
---------------------------	----

PARTIE 1

Peuples et souffrances

CHAPITRE 1. Le peuple omniprésent et introuvable.....	19
Qu'est-ce qu'un peuple ?.....	20
Le peuple des révolutionnaires, le peuple des populistes	27
CHAPITRE 2. Les peuples, la souffrance et l'humiliation	43
En régime démocratique : des mobilisations de l'inquiétude.....	48
En régime autoritaire : des contestations de l'espoir.....	73

PARTIE 2

Affirmations populistes et résiliences autoritaires

CHAPITRE 3. Peuples, populismes et régressions démocratiques.....	93
--	----

Le Rendez-vous manqué des peuples

Moteurs et visages de la nouvelle vague populiste.....	100
Pratiques des nouveaux pouvoirs populistes.....	114
CHAPITRE 4. Révolutions citoyennes et résiliences autoritaires	139
Révoltes et révolutions.....	141
La révolution citoyenne face à ses contradictions.....	151
Un corps politique au risque de sa dislocation	157
La violence d'État.....	166
PARTIE 3	
Identité et vérité	
CHAPITRE 5. Peuples et pièges identitaires.....	191
Au cœur de la dilatation identitaire	197
Révolutions perdues et communautarismes	201
Autoritarisme, populisme : l'adjuvant dangereux du nationalisme	213
CHAPITRE 6. Vérité, mensonge et crédulité.....	233
Vérité de raison, vérité de fait	234
Les manipulateurs de vérité	238
Les producteurs de foutaises	255
Inépuisable crédulité	263
<i>Conclusion</i>	269

Introduction

La fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin en 1989 ont constitué une rupture radicale dans l'histoire contemporaine. De la même manière que s'était écroulé le système colonial dans les années 1960, tout devenait possible pour le meilleur puisque le pire, qui avait si longtemps dominé le monde, venait de disparaître. Des événements majeurs ont conforté cette espérance : une formidable éclosion de régimes démocratiques en Europe et ailleurs, un effondrement de systèmes autoritaires en Europe de l'Est comme en Amérique latine quelques années plus tôt, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, un renouveau du rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU), la signature de traités ouvrant la voie au désarmement conventionnel, à la réduction des armes nucléaires, à la création d'une juridiction pénale permanente... Même une paix entre Israël et les Palestiniens a semblé, un moment, possible. Nombre d'ouvrages ont d'ailleurs tenté, à l'époque, d'interpréter positivement ce basculement, à l'instar de celui de Francis Fukuyama qui envisageait,

Le Rendez-vous manqué des peuples

dans un essai au succès fulgurant, « la fin de l'Histoire¹ ».

Si, pendant cette même période, le monde connut son lot de tragédies dans l'ex-Yougoslavie, en Algérie ou au Rwanda, on pouvait penser que ce n'était peut-être que les derniers soubresauts d'une Histoire qui allait désormais prendre un autre chemin. Que nous étions encore dans une phase de transition, ce « clair-obscur » évoqué par Gramsci : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres² ». Dans une tribune écrite dans la foulée des attentats contre les tours jumelles à New York, Francis Fukuyama considérait d'ailleurs que ceux-ci ne remettaient pas en question son analyse³.

En réalité, il fallut assez vite déchanter. Les souffrances et les convulsions qui assaillaient l'ancien monde étaient toujours là, sous d'autres formes sans doute, mais tout aussi dévastatrices. Comme si le « clair-obscur » ne relevait pas d'une transition, mais bien d'une nouvelle séquence à part entière avec des monstres surgis de partout. Comme si on avait oublié la résilience des invariants du politique avec, en particulier, la soif de domination de tous sur tous, les inépuisables revendications identitaires qu'une mondialisation effrénée ne faisait que renforcer, l'irrésistible attractivité des

1. Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

2. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996.

3. « Nous sommes toujours à la fin de l'histoire », *Le Monde*, 17 octobre 2021.

Introduction

idéologies qui pouvaient déclencher les passions les plus extrêmes, sans oublier le poids déterminant des inégalités socio-économiques qui, comme on le sait, sont un terreau majeur du malheur des hommes.

De ces confrontations recommencées, les peuples, qu'ils soient acteurs ou sujets, en sont presque toujours les victimes. Trop souvent bousculés, humiliés ou trompés, ils apparaissent comme les éternels perdants. Comme s'ils ne cessaient de manquer leurs rendez-vous avec eux-mêmes pour prendre en charge leur destin de manière ouverte, pluraliste et démocratique. Dans cette perspective, depuis le début du XXI^e siècle, de nombreux signes semblent dessiner un horizon politique assez sombre, marqué par la montée en puissance des autoritarismes, l'échec des révolutions citoyennes, la crise profonde des démocraties et les réaffirmations récurrentes des nationalismes fermés comme celles des replis identitaires.

Depuis 2020, le tsunami du coronavirus a eu et continue d'avoir d'immenses répercussions sur tous les aspects de la vie sur la planète. Sur le plan sanitaire et humain, les conséquences sont terribles avec, en décembre 2021, plus de 5 millions de morts¹ (selon les statistiques officielles fournies par les gouvernements...), sans compter les innombrables drames personnels, intimes et familiaux qu'une telle catastrophe

1. Selon les chiffres officiels certainement sous-estimés. Cela représente plus du quart des morts au cours de la Première Guerre mondiale (20 millions).

Le Rendez-vous manqué des peuples

entraîne. Sur le plan économique, il a provoqué un choc d'une ampleur sans équivalent dans l'histoire récente. La mondialisation, déjà affaiblie en raison de ses graves effets pervers, a été remise en cause partout, à commencer par les États qui l'avaient souhaitée afin de restaurer des pans entiers de leur souveraineté économique en revenant à des chaînes de production nationales, comme si la pandémie avait sonné la fin du capitalisme néolibéral. Même la Commission européenne, pourtant très attachée à ses dogmes libéraux, a pris une décision jusque-là impensable en suspendant en mars 2020 les règles de discipline budgétaire. Sur le plan politique, les implications ont été aussi considérables puisque partout il y eut des restrictions de liberté avec évidemment des modes d'action bien différents selon la nature des régimes. Les systèmes autoritaires en ont profité pour resserrer leur emprise sur les populations et ainsi mieux étouffer les mouvements de révolte. Certaines démocraties « illibérales » l'ont, elles aussi, instrumentalisée. Et, dans beaucoup de pays, le coronavirus a servi de révélateur, mettant en lumière des aspects saillants du pouvoir en place, en particulier chez des leaders populistes comme en Hongrie, en Inde, au Brésil ou aux États-Unis avec Donald Trump.

Pour autant, nous n'aborderons guère l'impact de la Covid-19 parce qu'il est trop tôt pour le faire sérieusement et parce que l'objet même de cet essai appréhende une séquence d'histoire qui va bien au-delà de la période actuelle.

Introduction

Nous voulons en effet ici surtout scruter deux processus politiques qui, s'ils sont disjoints et se déploient dans des configurations socio-politiques différentes, semblent aller dans le même sens. D'un côté, l'échec, au moins à ce stade, des révolutions citoyennes déclenchées contre les systèmes autoritaires et, de l'autre, la montée en puissance de leaders populistes qui menacent les systèmes démocratiques d'Europe, d'Asie ou d'Amérique latine. Si ces tendances de fond devaient se poursuivre, le monde s'enfoncerait alors dans une longue phase de régression démocratique aux antipodes des espérances nées au lendemain de la guerre froide.

Partie 1
Peuples et souffrances

Chapitre 1

Le peuple omniprésent et introuvable

« Le peuple n'a qu'une existence mystique [...] la révolution faite, le peuple se tait¹. »

Pierre-Joseph Proudhon

Entre des populistes qui s'en prévalent et des sociétés qui se soulèvent en le brandissant en étendard, le mot « peuple » reprend de l'incandescence plus de deux siècles après son éclosion politique.

Depuis que la Révolution de 1789 a opéré une rupture radicale en écartant définitivement la souveraineté de droit divin, fondement des institutions politiques pendant plus de mille ans, pour lui substituer la souveraineté populaire, le peuple est devenu la référence absolue en termes de légitimité. La démocratie est le gouvernement du peuple, par et pour le peuple.

1. Pierre-Joseph Proudhon, « La Démocratie », texte daté du 26 mars 1848 et repris dans *Solution du problème social* (1848), œuvres complètes, Lacroix, 1868.

La justice est rendue en son nom. Les politiques s'enorgueillissent d'aller vers lui, d'être à son écoute et de répondre à ses attentes. La sécularisation du politique l'a érigé en souverain suprême même quand il est maintenu dans une servitude qui n'a rien de volontaire. Partout, le terme résonne puissamment tant il est mobilisateur. Au nom du peuple, tout semble possible. La révolution éclate parce que « *le peuple veut* », tandis que les populistes de tout bord prétendent parler en son nom... Il est omniprésent dans les républiques comme dans les monarchies parlementaires puisque dans les autres – et tout particulièrement en pays d'Islam – la référence reste Dieu et non le peuple, ce qui en dit long sur sa sacralité.

Mais de quoi ou de qui parle-t-on vraiment ?

Qu'est-ce qu'un peuple ?

Sa définition dépend largement du contexte car le terme, en lui-même, ne signifie rien de précis puisqu'il peut tout dire et s'inscrire aussi bien dans un discours libéral, communiste, fasciste, identitaire, révolutionnaire ou réactionnaire... Par opposition, l'adjectif « populaire » est plus déterminant. D'emblée, il donne une coloration politique au substantif qui le précède : un comité n'est rien mais dès qu'il devient « populaire » tout change. Et il en va de même d'un mouvement ou d'un tribunal, ou encore d'un front, sans parler d'une démocratie. Tous ces substantifs et

Le peuple omniprésent et introuvable

quelques autres sont transfigurés dès qu'on leur accole ce qualificatif. À côté, le terme « peuple » fait presque pâle figure puisqu'il dépend de la configuration dans laquelle il est utilisé et donc aussi du locuteur.

Quand « peuple » est suivi d'un adjectif affirmant une identité, il peut avoir au moins deux significations bien différentes. Dans les séquences historiques liées à la décolonisation, l'adjectif désignant une nationalité conférait à ce terme une forte valeur politique car se nommer en tant que peuple, revenait à revendiquer et son existence et son droit à un État.

Dans d'autres contextes, ce même ajout d'un adjectif renvoie à une conception nationaliste fermée fondée sur le repli identitaire, l'exclusion et le rejet de tout élément étranger au peuple dont on veut, par tous les moyens, conserver la prétendue pureté. Cette identité revendiquée avec force peut être érigée en dogme absolu, et l'une des affirmations les plus tragiques de l'Histoire fut celle de la doctrine nazie fondée sur la suprématie du peuple aryen. Et il y en a eu bien d'autres, à l'instar aujourd'hui du nationalisme hindou du Premier ministre Narendra Modi qui inscrit les « vrais » Indiens dans la descendance de ces mêmes Aryens...

Alors qu'est-ce qu'un peuple ?

Est-ce toute la population ou seulement une fraction, fût-elle majoritaire, ou encore, comme pour Marx, « le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent qu'à la condition que leur travail

Peuples et souffrances

accroisse le capital...¹ » ? La lutte des classes fondée sur ces rapports de production finira, pensait-il, par la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat, c'est-à-dire du peuple. Les nombreux théoriciens qui, par la suite, s'inspirent de cette approche vont étirer le concept de prolétariat pour y inclure presque toutes les classes populaires au sens large du terme, élargissant du même coup leur conception du peuple et son lien avec les rapports de production au point d'en diluer le sens. Et quand la réalité sociologique de la classe ouvrière au sens de Marx a presque disparu sous l'effet des transformations économiques et technologiques, ils ont inventé, entre autres, la notion de « nouvelle classe ouvrière » et, bien plus tard, celle de populisme de gauche.

Ou bien, est-ce celui de La Boétie ou celui de Hobbes ? Si les deux considèrent que les hommes sont égaux et libres par nature, ils divergent sur le rapport à la soumission volontaire du peuple. Pour le premier, cette soumission doit être impérativement refusée, alors que, pour le second, elle est nécessaire pour assurer la paix et la sécurité. Dans son fameux *Discours de la servitude volontaire* (1574), Étienne de La Boétie cherche à comprendre « comment il se peut faire que tant d'hommes, tant de nations endurent un tyran seul, qui n'a puissance que celle qu'ils lui donnent », qu'un peuple entier préfère « le souffrir que le contredire ». Comment « entendre » qu'un « million de millions

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847.

Le peuple omniprésent et introuvable

d'hommes » servent « enchantés et charmés » un seul homme qui est pourtant à leur égard « inhumain et sauvage ». S'ils ne rejettent pas cette tyrannie, c'est qu'ils la veulent et donc la servitude n'existe que parce qu'elle est volontaire. « Ce sont les peuples eux-mêmes qui se laissent ou plutôt se font gourmander, puisqu'en cessant de servir ils en seraient quittes ; c'est le peuple qui s'asservit, qui se coupe la gorge... » Cette analyse repose sur une conception de la nature humaine où la liberté est indissociable de la raison. D'où ce paradoxe : comment les hommes peuvent-ils oublier ce qui fait partie de leur nature profonde et donc accepter la tyrannie alors qu'ils sont attachés à la liberté ? L'argumentaire de La Boétie est donc fondé sur l'idée que les peuples ne se rendent pas compte de la réalité du pouvoir qui les oppresse. Ils ne sont asservis que parce qu'ils se sont laissé « abâtardir ». Les raisons de cette situation sont multiples, à commencer par la coutume et l'habitude : « Ils sont nés dans cette situation d'asservissement et s'y sont habitués. Les hommes naissant sous le joug, et puis nourris et élevés dans le servage, sans regarder plus avant, se contentent de vivre comme ils sont nés... » De cette raison en vient une autre : « les gens deviennent, sous les tyrans, lâches et efféminés ». Et encore bien d'autres, comme les faveurs que le tyran accorde à ses affidés qui, eux-mêmes, entretiennent des obligés dans des systèmes qu'à l'époque contemporaine on nommerait clientélisme.

Chez Hobbes, dans *Léviathan* (1651), le peuple est perçu comme une « multitude » d'humains déchirés

par leurs passions et leurs ambitions, ce qui conduit à « la guerre de tous contre tous ». Pour assurer leur sécurité, il faut « rassembler toute leur puissance sur un homme ou une assemblée qui peut ramener toutes leurs volontés à une seule volonté ». C'est ainsi qu'il fonde l'État : « une personne une dont les actes ont pour auteur à la suite de conventions mutuelles passées entre eux-mêmes [...] afin que celui qui est cette personne puisse utiliser la force et les moyens de tous comme il l'estimera convenir à la paix et à leur défense commune ». Ainsi, Hobbes établit les bases d'une puissance souveraine, « ce grand Léviathan », auquel le peuple est soumis puisque « tout un chacun est son sujet ». La théorie de Hobbes est construite sur la nécessité de l'établissement de cette puissance qui seule peut assurer la paix et la sécurité à cette « multitude ». Et lorsqu'il aborde la question des droits¹, ce ne sont pas ceux du peuple mais bien ceux réservés au souverain auquel ses sujets doivent obéissance. Comme si sa conception du peuple ne renvoyait qu'à l'exercice d'un pouvoir absolu de l'État.

Ainsi les deux penseurs développent-ils des conceptions opposées : pour La Boétie, le pouvoir concentré en une personne est une dégénérescence par rapport à un état de choses naturel et rationnel, tandis que, pour Hobbes, cette concentration du pouvoir entre les mains d'un seul est la condition nécessaire et positive

1. Thomas Hobbes, *Léviathan*, Paris, Gallimard, coll. « Essais folio », 2000, chapitre 18.

Le peuple omniprésent et introuvable

à l'établissement de la paix. Pour l'un, le peuple devrait être libre, pour l'autre, il doit, par convention et pour son propre bien, se soumettre...

Alors qu'est-ce qu'un peuple ?

Est-ce celui de la théorie de la démocratie pour laquelle le peuple est un ensemble de citoyens égaux en droits et en devoirs ? Un système où, sans aucune différenciation de classe, d'origine ou de sexe, la participation des citoyens s'opère par des votes pour désigner des représentants ou par des procédures de démocratie directe, comme le référendum, pour prendre part à une décision. Le peuple est alors constitué de l'ensemble des électeurs et des électrices qui, le moment venu, s'expriment par leurs suffrages. Cette approche construit le système démocratique sur la base de l'unicité d'un peuple mais, en même temps, elle réduit son existence à une intervention ponctuelle tous les 2, 4 ou 5 ans. Le principe de l'égalité juridique permet ainsi l'expression de la pluralité politique.

Dans *De la démocratie en Amérique* (1835), Tocqueville estimait que cette égalité était fondée sur le fait que le peuple aux États-Unis ne connaissait pas de contradictions sociales. « En Amérique, il y a peu de riches [...] et la plupart des riches ont commencé par être pauvres ». Tout semble « égal ». « Ce ne sont pas seulement les fortunes qui sont égales en Amérique ; l'égalité s'étend jusqu'à un certain point sur les intelligences elles-mêmes ». L'auteur ne voit qu'un « peuple démocratique » dont les fondements se trouveraient dans l'état social des Américains, caractérisé par une égalité entre tous les citoyens en raison de leur histoire commune

fondée sur leurs parcours d'immigrés et d'une législation qui entrave l'accumulation de richesses par hérédité puisque les lois de succession exigent « le partage égal des biens du père entre tous les enfants ». Ainsi, « la mort d'un propriétaire amène une révolution dans la propriété [...] les biens changent de maître et se fractionnent sans cesse en portions plus petites¹ ». Mais de ces considérations, il exclut totalement les Indiens et les esclaves : « Je n'ai jamais eu le temps de m'arrêter pour montrer quelle position occupent les Indiens et les nègres, ces deux races au milieu du peuple démocratique [...] ils sont américains sans être démocratiques ». Tout son argumentaire sur l'égalité bascule alors soudain dans un discours sur l'inégalité : « parmi ces hommes si divers, le premier qui attire les regards, le premier en lumière, en puissance, en bonheur, c'est l'homme blanc, l'Européen, l'homme par excellence ; au-dessous de lui paraissent le nègre et l'Indien ». Il poursuit avec des réflexions sur l'avenir des relations entre les « races » et anticipe l'ampleur des affrontements à venir dans la société américaine et ailleurs : « Je ne pense pas, écrit-il, que la race blanche et la race noire viennent nulle part à vivre sur un pied d'égalité ».

Devant une telle foisonnante polysémie, on ne peut que constater, avec Pierre Bourdieu, que le peuple « est un concept à géométrie variable [...] chacun peut

1. Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1951 [1835], tome 1, chapitre 3.

Le peuple omniprésent et introuvable

en manipuler l'extension pour l'ajuster à ses intérêts, à ses préjugés ou à ses fantasmes sociaux¹ ».

Le peuple des révolutionnaires, le peuple des populistes

Si ce concept semble insaisissable de manière globale, l'est-il moins lorsqu'on s'en tient à la conception que s'en font ceux qui s'engagent dans des mouvements révolutionnaires citoyens et ceux – les leaders populistes – qui prétendent parler en son nom ?

Les acteurs de mouvements révolutionnaires font face à des régimes autoritaires où, par définition, il n'existe pas de véritables institutions représentatives. Celles qui en tiennent lieu sont étroitement contrôlées par le pouvoir à travers de multiples moyens comme le truquage des élections, la manipulation des candidats, la répression systématique de toute forme d'opposition et le poids écrasant d'un parti dominant tenu en laisse. Systématiquement dévitalisées, elles sont tout à la fois un décor, une apparence et un rituel dont la fonction essentielle est de mimer les traits d'un régime démocratique pour occulter l'arbitraire de la violence d'État. Dans ce type de régimes, seuls des mouvements de cette nature, en établissant un rapport de force, peuvent espérer réussir un bouleversement de l'ordre politique souhaité par une partie de la société, ce qui

1. Alain Badiou, Pierre Bourdieu *et al.*, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique éditions, 2016.

Peuples et souffrances

peut signifier aussi qu'une autre partie, proche du pouvoir, s'y opposera avec tous les risques de guerre civile qu'un tel affrontement peut entraîner. Dans de telles circonstances, il n'y a pas de préalables théoriques ou doctrinaux. Le peuple est ce mouvement de masse qui envahit la rue et prend le risque, souvent inouï, de défier un État capable de déployer sans limites son monopole de la violence physique illégitime. Mais comment nommer ce type de rassemblement ? Gilbert Achcar estime que « quand on a affaire à une grande vague populaire qui s'auto-désigne en tant que peuple, il ne s'agit plus d'un concept démographique réductible à une somme d'individus mais d'une totalité agissante qui se revendique en tant que telle¹ ». Plutôt que de « totalité agissante », nous préférons parler d'un corps politique au sein duquel chacun s'insère et trouve sa place comme si tous les participants se fondaient dans un même ensemble pour ne plus faire qu'un. Ici, l'action précède le discours et engendre une dynamique qui soude, pour un temps – et pour un temps seulement –, des énergies venues de toutes les couches de la société. Cette dynamique produit une très forte tension collective, presque vitale, dressée contre une insupportable oppression dont on veut, parfois à n'importe quel prix, s'affranchir et se libérer.

Ce sont la souffrance, l'humiliation et le besoin de liberté qui font alors exister cet élan spontanément

1. « Révolutions et contre-révolutions, qu'en dit le politologue ? », *Confluences-Méditerranée*, n° 115, hiver 2020.